

MÉTHODOLOGIE

Date et lieu de l'entretien	25 novembre 2006 à Paris
Personne interrogée	CAROLINE DE HAAS, 26 ans, Licence en histoire, Secrétaire générale de l'UNEF
Mode de recueil	Entretien semi-directif en face à face

Entretien II

— *Pour commencer, je vous demanderai de me décrire votre parcours militant.*

Caroline de Haas – Mon père est syndicaliste mais il ne fait pas du tout de la politique. Quand je réfléchis à mon engagement, je n'établis pas un lien avec son engagement parce qu'il ne m'a jamais poussé à militer. Il a été secrétaire général adjoint du syndicat des Médecins Généralistes de France (MGF). J'ai raté la première année de mes études dans une école de commerce à Lille qui ne me plaisait pas. J'ai arrêté au bout de quatre mois, puis j'ai essayé de passer des cours par correspondance.

Comme j'avais beaucoup de temps libre, je me suis engagée dans une multitude d'associations : les Scouts, une bibliothèque de quartier, l'Amnesty International. J'ai commencé à faire un peu de politique en adhérant au Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS). Mais je ne savais pas vraiment si j'étais de gauche, j'y suis allée presque par hasard. Par contre, je ne connaissais pas le syndicalisme étudiant parce que j'étais dans une école privée où l'UNEF n'était pas présente. Finalement, j'ai raté le concours de Sciences Po parce que pendant six mois je n'ai fait que de l'associatif. En revenant à Lyon pour m'inscrire à la fac, je suis tombée sur un stand de l'UNEF. J'ai laissé mes coordonnées, ils m'ont rappelé, depuis je suis tombée dedans.

— *Comment expliquer cette soif d'engagement associatif ?*

Caroline de Haas – J'ai plutôt du mal à analyser cet engagement. Je suis issue d'une famille de huit enfants. Comme mes deux parents sont médecins, on apparaissait dans le petit village rural près de Lyon où l'on habitait comme une famille très favorisée. J'étais ultra protégée pendant mon enfance et mon adolescence dans cet environnement. J'étais toujours hyperactive, avec une volonté de faire plein de choses. J'ai toujours aimé agir, mais je n'avais pas trouvé jusqu'alors l'endroit où mon engagement servirait à quelque chose. J'ai l'impression d'avoir découvert le monde quand je suis arrivée à l'UNEF.

À Lyon je m'inscris en histoire. Je rencontre par ailleurs Bruno Julliard [actuel président de l'UNEF] qui était déjà étudiant en droit. J'obtiens mon DEUG, je m'inscris en licence mais je la rate parce que c'est l'année où je monte au bureau national. En fait, j'ai validé ma licence

en trois ans. À partir de novembre 2000, je plonge dans le militantisme local. En mars 2001, je deviens secrétaire générale de l'UNEF à Lyon. Mes anciens camarades commencent alors à me « structurer », à me mettre un peu de plomb dans la tête.

— *Comment on structure une jeune militante à l'UNEF ?*

Caroline de Haas – On a des discussions avec elle, on prend le café ensemble, on lui fait lire des bouquins. Il y a aussi des formations sur l'histoire de l'UNEF, sur le projet universitaire, sur l'allocation autonomie. Imperceptiblement, on engrange des choses. Cela donne une grille d'analyse sur la société actuelle qui consacre l'idée que tout le monde puisse avoir la possibilité de réussir ses études.

En mai 2001 il y a le congrès de l'UNEF à Paris. C'est une période de troubles internes au niveau national. À Lyon, Bruno Julliard devient président de l'UNEF. Il s'ouvre alors une période de deux ans où l'on forme ensemble un binôme de choc. Je garderai de très bons souvenirs de mon passage au bureau national. Mais en termes d'insouciance, de rigolade et de militantisme c'est la période militante lyonnaise que je préfère.

Deux grands événements vont nous marquer. En mai 2002, c'est la mobilisation entre les deux tours de l'élection présidentielle contre l'extrême droite. La mobilisation est de courte durée mais intense. Il faut organiser des banderoles, des manifestations, louer des camions, distribuer des autocollants. C'est notre première année de militantisme, on est jeunes, inexpérimentés, et franchement, l'UNEF à Lyon ne gère pas bien le mouvement. On ne recrute pas des militants non plus. Le deuxième événement, l'année suivante, c'est la mobilisation contre la guerre en Irak. Cette fois, on est mieux organisé et on recrute beaucoup de militants.

En 2003, lors du congrès national de l'UNEF tenu à Lyon, Bruno et moi nous sommes élus au bureau national. En plus, la direction sortante nous fait confiance pour s'occuper des aspects organisationnels. On se lance dans l'organisation du congrès. On s'enferme pendant trois mois dans un bureau, attelés exclusivement à cette tâche.

Après le congrès, Bruno anime la Commission universitaire, moi je suis chargée du suivi de l'activité de l'organisation en Île-de-France qui avait de sérieuses difficultés de fonctionnement. En fait, sur 18 sections locales il devait y avoir à peine quelques-unes qui fonctionnaient à peu près. Je suis restée deux ans et demi à la commission RP, un an sous la responsabilité de Léa Filoche, ensuite comme responsable principale. On a formé toutes les deux une équipe de choc et avons permis que l'UNEF progresse nettement en Île-de-France.

En particulier, je me suis investie dans le deuxième semestre 2003 à Paris XIII Villetaneuse. C'est la rentrée où l'on décide de lancer la mobilisation sur la réforme LMD. Cette mobilisation m'a beaucoup marqué, même si elle n'est pas comparable avec le mouvement anti-CPE.

— *C'est un grand investissement ?*

Caroline de Haas – En tant que responsable de la RP, je milite tous les jours du lundi 7h30 au jeudi 18h00. Le vendredi il y a la réunion au Bureau national, le samedi on réunit tous les responsables de la RP. C'est épuisant, on est sollicité y compris le samedi après-midi pour maquetter les tracts. Même le dimanche, on y est présent à partir de 13h00. C'est un grand investissement. Au bout de deux ans, c'est Yann Benhayoun, président de l'UNEF Lyon qui monte au bureau national, qui me remplace à la RP. On me propose d'être trésorière de l'UNEF et je m'occupe principalement de l'organisation du congrès national à Reims.

À la rentrée 2006 l'UNEF est à l'initiative de la mobilisation contre le CPE. Pendant le mouvement, je me déplace beaucoup dans les sections locales, en RP et en province, pour dynamiser la mobilisation. Et surtout, je représente l'UNEF dans la Coordination nationale qui se réunit pendant plusieurs week-ends successifs en plein mouvement anti-CPE. J'y participe six week-ends, entre février et mars 2006, dans un climat tendu où l'UNEF est souvent accusée par des gauchistes de « trahison ». C'est extrêmement dur : on ne dort pas pendant 36 heures, on mange à peine, et surtout, on se fait insulter. Je pense que j'ai pris pour dix ans d'espérance de vie en moins dans cette affaire ! C'est impossible à raconter, complètement délirant pour les gens qui ne connaissent pas le milieu étudiant. Même pour nous, d'ailleurs, quand on y repense. Or, il était extrêmement important de pouvoir tenir notre place dans ces coordinations et d'éviter leur décomposition. On risquait, dans ce cas, de perdre le soutien de l'opinion publique.

Dernier élément de ma biographie militante. Depuis octobre 2006, je suis secrétaire générale de l'UNEF et je m'occupe de suivre la section locale de l'UNEF-Lyon.

— *Après ce parcours plein de rebondissements que vous venez de décrire en détail, que pensez-vous de l'apport du militantisme dans votre vie ?*

Caroline de Haas – Il est clair que je suis arrivée un peu par hasard à l'UNEF. J'aurais pu entrer à l'Amnesty International ou dans n'importe quelle autre association. Je suis arrivée

à l'UNEF parce je cherchais à faire quelque chose dans ma vie. J'aurais pu devenir « corpo » si j'avais rencontré des regroupements d'associations locales qui se disent « apolitiques ». J'avais des disponibilités, mais rien de concret.

L'UNEF me fait découvrir la politique, me conforte dans l'idée qu'en changeant concrètement le quotidien des gens on arrive à changer petit à petit les choses. Aujourd'hui, je suis quelqu'un de révolté par rapport à la société qui l'entoure, ayant envie de mettre ses compétences au service d'une organisation qui représente à mes yeux le meilleur outil pour changer la vie des étudiants. J'aime organiser les gens, les mettre en dynamique. Je pars du principe qu'il faut tirer le meilleur de ce que nous avons. C'est un investissement enrichissant.

— *Selon vous est-il possible de réconcilier un haut niveau d'engagement dans l'UNEF et une vie personnelle ?*

Caroline de Haas – Le militantisme syndical étudiant est très particulier. Personnellement, je milite 80 heures en moyenne par semaine. Dans les périodes d'intenses mobilisations cela peut aller jusqu'à 110 heures comme cela peut « tomber » à 65 heures. Je Les 29 membres de la direction nationale militent avec les mêmes créneaux horaires. Il en est de même des présidents, secrétaires généraux et trésoriers au niveau local. Il existe entre 150 et 200 personnes en France qui consacrent plus de 60 heures par semaine à l'UNEF. C'est pour ces personnes que se pose le problème de la vie privée. Le syndicat est l'occupation prioritaire parfois aux dépens du reste. C'est un rythme très usant, physiquement et moralement.

Personnellement, j'essaie de prendre un week-end complet tous les deux mois où je rentre chez les parents et je coupe les ponts avec le militantisme. Pour les membres du bureau national, c'est moi qui gère leur emploi du temps. Quand ils ont à faire des choses personnelles ou veulent prendre un week-end, ils me le demandent. C'est pareil pour moi, « je me le demande » ! Préserver des espaces personnels est nécessaire pour être à l'aise dans le militantisme et efficace pour gérer les gens et les situations.

En revanche, pour ceux qui militent 20 heures par semaine la question de la vie personnelle ne se pose pas. En général, ils ont un petit job d'appoint, suivent les cours à minima, se mettent en dispense d'assiduité, etc. Ils font les arbitrages eux-mêmes.

— *Avez-vous le sentiment que votre mode d'engagement est généralisable chez les jeunes de votre génération ?*

Caroline de Haas – Je trouve qu’il y a quelque chose qui a radicalement changé depuis le CPE. Quand on leur parle de syndicats, d’engagement, d’injustice dans le monde, on les sent très attentifs. Ils ont pris conscience qu’on n’était pas obligé d’accepter le monde tel qu’il est.

Je le vois concrètement quand on va porter notre projet d’allocation autonomie auprès des étudiants. Il y a deux ans, ils exprimaient beaucoup d’appréhensions, considérant que « faire des études c’est déjà une chance ». Aujourd’hui, ils disent qu’il est normal d’avoir une allocation autonomie. Les étudiants devraient bénéficier des moyens pour pouvoir faire des études. On disait cette jeunesse atone et individualiste, mais ce n’est pas vrai : elle a un fond de révolte et une capacité à refuser l’ordre établi. Ce potentiel était juste endormi parce que quand on nous tape dessus sans discontinuer on a plutôt tendance à s’endormir qu’à se révolter.

— *Cet état d’esprit est-il durable ?*

Caroline de Haas – Je pense que si l’on arrive à trouver un gouvernement qui donne des débouchés politiques aux revendications qui se sont exprimées par le mouvement anti-CPE en mettant en place, par exemple, l’allocation autonomie en 2007, les choses pourraient vraiment changer. D’abord, les étudiants auront plus de temps, ils ne seront pas obligés de se salarier. Il faut noter aussi que, même si les jeunes ne se syndiquent pas, ils s’engagent dans une multitude d’associations sur le campus ou dans le quartier. Ensuite, atteindre un tel objectif accrédite largement la conviction que l’action collective peut avoir des conséquences. Si l’on obtenait l’allocation autonomie en 2007, cela serait en partie grâce au mouvement anti-CPE.

— *Quelles sont les retombées organisationnelles de ce mouvement sur l’UNEF ?*

Caroline de Haas – Il n’y a pas eu de vagues d’adhésions massives suite au mouvement. L’augmentation s’est limitée à environ 15 %. Mais les gains engrangés par la mobilisation contre le CPE sont surtout appréciables en termes de formation des militants. Le niveau d’engagement et les savoir-faire militants ont beaucoup progressé. À présent, nos structures locales sont plus fortes.

— *Le mouvement a donc été l’occasion d’une formation politique accélérée ?*

Caroline de Haas – Exactement. Aujourd’hui, un cadre de l’UNEF est capable d’aller dans n’importe quelle réunion publique et de parler alors que deux ans auparavant ce n’était pas forcément possible. Le mouvement a fait aussi évoluer notre discours interne sur les questions de la jeunesse. Avant le mouvement anti-CPE, on était très centré sur le milieu étudiant. On disait que l’UNEF était une organisation de jeunesse parce qu’elle prenait position sur la guerre en Irak ou sur le féminisme, mais en vérité, elle était surtout une organisation étudiante. Aujourd’hui, l’UNEF se revendique une organisation de jeunesse en tant que telle. Sa vocation est de défendre non seulement les étudiants mais aussi les jeunes qui n’ont pas eu la chance d’accéder à l’enseignement supérieur. Le projet d’allocation autonomie que l’on porte n’est pas un projet réservé exclusivement aux étudiants, il concerne tous les jeunes qui doivent disposer des moyens appropriés pour se former.

Le changement de l’image de l’UNEF est une autre conséquence du mouvement anti-CPE. Dans le milieu étudiant, tout le monde connaît maintenant l’UNEF. Il y a deux ans, quand on arrivait dans un amphithéâtre, on se sentait obligé de présenter le syndicat étudiant avant de parler sur le fond. Aujourd’hui, il suffit de dire : « Bonjour, c’est l’UNEF ». On assiste seulement sur le fait que l’UNEF est un syndicat pour défendre et informer les étudiants et non pas un parti politique.

Autre conséquence. Nous sommes davantage respectés par les syndicats de salariés à présent. Par exemple, il y a deux ans, la CGT confédérale ne nous connaissait pas. Notre seul contact était l’UGICT-CGT.

— *Vous avez dit que l’UNEF se positionne non pas strictement comme une organisation étudiante mais comme une organisation de la jeunesse. Comment comprendre cette affirmation étant donné que vos forces militantes sont exclusivement des étudiants ?*

Caroline de Haas – Sur ce point, la première conséquence du mouvement anti-CPE concerne la surface de notre intervention. Dans la construction de notre projet idéologique la question de la jeunesse prend une part plus importante. Ensuite, ce mouvement nous pousse à réfléchir sur notre organisation interne. Comment faire pour permettre aux jeunes non étudiants d’adhérer à l’UNEF ? Notre réflexion n’est pas encore aboutie, nous allons en débattre lors de notre prochain congrès. Toutefois, il ne s’agit pas de nous transformer en jeunesse politique qui recrute tous azimuts. Nous n’avons pas la vocation de créer des sections locales de l’UNEF dans les banlieues pour organiser les jeunes non scolarisés. Notre but est

de défendre la jeunesse non scolarisée pour qu'elle soit scolarisée afin que l'on puisse organiser tout le monde au sein de l'enseignement supérieur. De ce point de vue, nous revendiquons une allocation d'autonomie et non pas simplement une allocation d'étude.

— *En fait, le vecteur qui permettrait d'unifier toute la jeunesse qu'elle soit ou pas scolarisée, c'est le droit à la formation.*

Caroline de Haas – Tout à fait. Certes, la jeunesse est diversifiée, traversée par des inégalités. Mais elle se rassemble sur deux choses : l'aspiration à l'autonomie et le besoin d'avoir une formation initiale.

— *Le mouvement anti-CPE a été fortement médiatisé. Comment avez-vous vécu le rapport aux médias ?*

Caroline de Haas – En interne, il y a eu quelques débats sur la « présidentialisation » de la couverture médiatique. C'est surtout Bruno Julliard qui a vécu l'hyper médiatisation du mouvement. Mais il a su non seulement se mettre en avant mais aussi mettre l'UNEF en avant. Quand je suis en déplacement dans différents endroits, je vois que les gens associent étroitement Bruno Julliard à l'image du président de l'UNEF. En tant qu'individus, nous étions contents de voir notre syndicat à la télévision. C'était inespéré ! Dans les facultés, l'UNEF était présente par le biais de ses militants. Sauf qu'on ne pouvait pas y arriver avec des banderoles syndicales déployées. Les étudiants allaient crier « gare à la récupération ». Concrètement, durant les mobilisations, les étudiants de l'UNEF ne portaient pas d'autocollants de l'organisation. C'était un mouvement de tous les étudiants. Cela contrastait avec la présence singulière de l'UNEF sur le plan médiatique.

— *On observe à l'heure actuelle que des jeunes peuvent s'engager dans une action collective sans forcément signer un accord protocolaire, sans formaliser leur appartenance à une organisation. Comment faire face à une telle dissociation entre engagement et adhésion ?*

Caroline de Haas – Après le mouvement anti-CPE, nous avons fait une campagne pour inciter les étudiants mobilisés ponctuellement à s'engager sur le long terme. Mais il y a d'abord un problème contextuel lié à la prochaine élection présidentielle. Les gens ont moins la force de lutter ou l'envie de s'engager quand ils savent que dans quelques mois ils pourront

mettre un bulletin de vote dans une urne pour changer le Président de la république ou le gouvernement. C'est un frein conjoncturel.

Force est de constater que des milliers d'étudiants votent pour nous aux élections – nous faisons en général entre 40 % et 60 % des voix exprimées aux élections dans les facultés. Mais ils ne s'engagent pas. Pour eux adhérer égale militer. C'est une image fortement ancrée chez les étudiants. Mais dans les faits, l'UNEF est plus un syndicalisme d'adhérents que de militants : nous avons 30 000 membres, 1000 personnes qui s'engagent sur le terrain, 500 militants qui consacrent plus de 10 heures par semaine à l'UNEF. Mais les étudiants qui côtoient nos militants au quotidien craignent inconsciemment d'être obligés, en cas d'adhésion, de militer et de penser comme eux. Ils ont du mal à se représenter dans la peau de l'« encarté ». A leurs yeux, on doit passer pour des gens très bizarres, c'est vraiment difficile à savoir. Nous avons un travail à faire sur le syndicalisme de masse pour les convaincre que l'adhésion constitue une forme de protection. Les étudiants s'en rendent compte quand ils en ont besoin. Mais tant qu'ils n'ont pas de problème, par exemple pour s'inscrire à la fac, ils n'adhèrent pas.

— *Le mouvement anti-CPE a-t-il contribué à changer cette image du militantisme étudiant ?*

Caroline de Haas – Dans une certaine mesure, oui. Beaucoup de gens qui se sont engagés dans le mouvement se sont aperçus que ce qu'ils ont fait pendant deux mois nous le faisons toute l'année. Je pense que la majorité des étudiants se rendent compte qu'ils ont vécu une mobilisation historique. Ils sont reconnaissants à l'UNEF pour sa contribution à la mise en mouvement.

— *Et au niveau interne ?*

Caroline de Haas – Il y a toujours le cercle le plus bas de l'adhérent qui prend sa carte pour avoir des services et être défendu. Ce qui change, c'est le nombre et la qualité de formation de nos militants. À l'heure actuelle, on essaie de mettre en place une direction nationale qui travaille en étroite collaboration avec les responsables des sections locales qui sont bien plus nombreuses et fortes qu'avant le CPE. Le curseur des prises de décisions s'est déplacé. Par ailleurs, on fait trois rencontres nationales des collectifs à Paris, en octobre, en février et en fin juin. Habituellement, ces rencontres réunissent entre 300 et 350 personnes. À

la rentrée dernière, on était 480 délégués, du jamais vu ! Cela montre qu'il y a plus de militants à l'UNEF dans le sillage du mouvement anti-CPE.

— *En tant que militante syndicale, qu'en est-il de votre image de la politique ?*

Caroline de Haas – La politique m'intéresse. Je distingue deux niveaux. D'une part, la politique au sens général comme l'UNEF la pratique : faire en sorte que les gens s'expriment, s'engagent, construisent des projets. C'est une activité qui me passionne. Je me suis intéressée sur beaucoup de sujets : les droits des femmes, le féminisme, la laïcité, la république. J'ai acquis progressivement un savoir que je n'avais pas auparavant. Par exemple, j'ai rédigé un texte sur le voile qui a suscité un certain débat au bureau national. C'était le déclic pour intervenir et me confronter autrement que je ne le faisais auparavant cantonnée dans des tâches d'organisation.

D'autre part, la politique partisane qui consiste à donner des débouchés aux revendications sociales. Il est sûr qu'un jour je ferai de la politique en ce sens. Le syndicalisme est un combat nécessaire. Mais quand on constate que personne ne transforme en lois ce que porte le mouvement social, on a l'envie d'aller faire des lois soi-même.

— *Peut-on pour autant porter deux casquettes de dirigeant syndical et politique à la fois ?*

Caroline de Haas – Je ne pense pas qu'il est possible d'assumer deux responsabilités directives à la fois. Au bout d'un moment, c'est une posture schizophrène. D'abord en termes techniques (manque de disponibilité), puis en termes idéologiques. La question de l'indépendance est fondamentale. Quand on est dirigeant d'une organisation syndicale, on doit être en capacité de prendre du recul par rapport à toutes les organisations politiques.

En même temps, il est important de faire de la politique. Il est vrai que le syndicalisme forme les militants sur de nombreux sujets précis. Mais il suscite aussi une vision de transformation générale de la société. L'UNEF n'entend pas seulement aider les étudiants à mieux manger, elle préconise aussi un changement plus vaste du système éducatif et des rapports sociaux. Mais en l'absence d'un projet politique susceptible de changer par la réforme démocratique la vie sociale, on est un peu « asséché ».

— *Autrefois, le projet politique était considéré comme l'affaire exclusive des partis*

politiques. À votre avis, qu'en est-il aujourd'hui ?

Caroline de Haas – À l'issue des mobilisations anti-CPE, on s'est efforcé de faire comprendre aux partis que bien au-delà de la contestation des propositions gouvernementales, il s'exprimait un *raz le bol* à l'égard de cette société et une envie de changer la vie. Le mouvement social était sous-tendu par les prémisses d'un projet politique. En ce sens, l'UNEF porte un projet politique général. Je suppose que c'est aussi le cas en ce qui concerne la CGT. Aux yeux des étudiants, nous sommes largement identifiés comme une organisation non partisane qui fait de la politique. Mais cela ne nous pose guère de problèmes. Au contraire, nous revendiquons cette posture.

Évidemment, notre projet n'est pas « achevé ». Il ne s'adresse pas à toutes les catégories de la population et n'entend pas régler la question sociale dans toutes ses dimensions. Nous n'avons pas la vocation à prendre le pouvoir mais à faire « du concret » pour rehausser la place de la jeunesse dans la société. En même temps, nous ne souhaitons pas que les partis se contentent simplement de discourir sur la nécessité de « changer le monde ». Nous avons aussi envie qu'ils reprennent et portent nos revendications.

— *Quelle est votre image du syndicalisme salarié à l'issue du mouvement anti-CPE ?*

Caroline de Haas – Quand j'étais plus jeune, j'avais une image des syndicats comme des organisations qui font toujours grève. Aujourd'hui, ce n'est pas du tout cela. Il y aurait même une certaine fascination de l'UNEF pour le syndicalisme salarié. Au moment du mouvement anti-CPE, on a appris à les connaître tels qu'ils étaient réellement.

— *Quelles sont leurs faiblesses ?*

Caroline de Haas – D'abord, c'est la faible syndicalisation. Certes, la force du syndicalisme ne se mesure pas simplement au nombre de ses adhérents. La capacité de résister, de mobiliser et de défendre les salariés est également constitutive de la puissance syndicale. Historiquement, c'est le rapport de forces concret qui a été prévalent en France. Il n'empêche que la désyndicalisation est un facteur de fragilisation du syndicalisme.

La capacité de « bouger » est une autre faiblesse du syndicalisme. Les choses évoluent lentement, il y a encore beaucoup de structures poussiéreuses. Je connais mal le fonctionnement des syndicats des salariés, j'ai l'impression que le rapport à l'adhérent reste à

reconstruire. De ce point de vue, il est important de mettre dans la tête de tout le monde dans ce pays qu'il y a besoin de se protéger. Et que la meilleure protection des travailleurs, après le contrat du travail, c'est le syndicat. Or, cette image fait défaut dans les entreprises.

— *Quelles seraient vos attentes à l'égard du syndicalisme salarié ?*

Caroline de Haas – D'abord, on attend un respect de notre indépendance. Pendant le mouvement anti-CPE, les confédérations syndicales, ainsi que la FSU et l'UNSA, ont manifestement bien compris cette exigence. Ensuite, nous avons besoin d'un échange idéologique sur le projet d'allocation autonomie, et plus fondamentalement, que les syndicats soient porteurs d'un tel projet. L'enjeu pour nous est d'« accrocher » ce projet au monde du travail. Des groupes de réflexion avec la CGT et l'UNL ont été constitués sur les questions de la formation et de la syndicalisation. Nous travaillons également avec la FSU, l'UNSA ou FO pour faire avancer des revendications en commun. Nous avons besoin d'appuis, parfois d'un soutien financier, notamment quand on est en mobilisation. Enfin, nous avons besoin d'un échange idéologique plus large pour que l'on puisse progresser dans notre projet, et de leur côté, pour qu'ils puissent porter les revendications des étudiants.

Entretien réalisé et restitué par **Michel VAKALOULIS**,
Maître de conférences des Universités
en Sciences Politiques,
relu et amendé par l'enquêtée